

Le Monde Argent

Comment investir dans l'épargne solidaire
Supplément

Le Monde

Mercredi 9 novembre 2011 - 67^e année - N°20777 - 1,50 € - France métropolitaine - www.lemonde.fr

Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directeur : Erik Izraelewicz

Premiers flottements dans la campagne de M. Hollande

STRATÉGIE Ligne politique, équipe de campagne et communication : le candidat socialiste connaît ses premières difficultés

ANALYSE M. Sarkozy tente de refermer le piège de la rigueur sur M. Hollande

POLÉMIQUE Arnaud Montebourg dénonce le renouvellement insuffisant des candidats du PS

Lire pages 8-9

Les milliards maudits de Khodorkovski

Un documentaire palpitant sur le roi déchu du pétrole russe, devenu ennemi n° 1 du Kremlin

Page 24



Mikhaïl Khodorkovski, ici en mars 2009, lors de son second procès à Moscou.

AP/MISHA JAPARIDZE

La Caisse des dépôts au secours des collectivités

Economie Dans un entretien au « Monde », le directeur de la CDC, Augustin de Romanet, annonce la mise à disposition pour les collectivités locales de 1,5 milliard d'euros de prêts d'urgence. **Page 13**

Crise économique et politique, l'Italie au bord du gouffre

Euro Alors que le premier ministre, Silvio Berlusconi, affronte un vote crucial devant la Chambre, mardi 8 novembre, les taux d'intérêt des obligations italiennes atteignent de nouveaux records. **Pages 4 et 14**

Mètre après mètre, l'océan grignote le littoral aquitain

Environnement Phénomène millénaire, l'érosion s'accélère en Aquitaine : certaines plages perdent jusqu'à 10 mètres par an. Une étude montre que la situation ne va pas s'arranger. **Page 6**

La rigueur, un argument électoral ?

En période électorale, il est rarissime qu'un gouvernement prenne le risque de braver une partie de l'électorat en annonçant un plan de rigueur. A six mois de la présidentielle, c'est pourtant ce que vient de faire Nicolas Sarkozy, quitte à saper une partie des fondements de la politique mise en œuvre depuis son élection, en 2007.

Pour un président de la République qui, à peine élu, avait plaidé auprès de Bruxelles pour obtenir un sursis sur l'application de la règle imposée par Maastricht de ramener les déficits publics à 3% du produit intérieur brut, il y a là un certain courage politique. Nicolas Sarkozy, qui a creusé les déficits depuis quatre ans, a toujours rechigné à endosser les habits de « père la rigueur ». Il répugne à utiliser le mot et a laissé à François Fillon le soin

de présenter deux plans de rigueur en trois mois.

Mais le chef de l'Etat assume, cette fois, le tournant qu'il est contraint de prendre six mois avant la fin de son mandat, au point de laisser son premier ministre dire que « le mot "faillite" n'est pas abstrait ». Avec la foi des nouveaux convertis, il endosse le tour de vis dans les dépenses publiques dans le projet de budget 2012, rendu obsolète par le ralentissement brutal de la crois-

Editorial

sance, même s'il n'admet toujours pas avoir renié son engagement de ne pas augmenter les impôts.

On pourra toujours reprocher à ce plan, qui n'a fait l'objet d'aucune concertation avec les partenai-

res sociaux, de ne pas être marqué du sceau de l'équité sociale. Mais il témoigne d'une certaine habileté. La plupart des mesures annoncées, au risque d'apparaître comme du saupoudrage ou du bricolage, seront progressives et ne pèseront donc pas trop lourdement sur la conjoncture. Le but essentiel est de rassurer les marchés et les agences de notation. Nicolas Sarkozy voulant éviter à tout prix de voir la France perdre son triple A, afin d'éviter d'alourdir le poids de la dette - et de préserver ses propres chances d'être réélu.

Le président, qui est en train de reprendre des couleurs dans les sondages, veut ainsi faire passer le message qu'il est le plus à même de conjurer le pire : un scénario à la grecque ou à l'italienne. Il veut cultiver son image de « protecteur » qu'il entend opposer à celle de son rival, François Hollan-

de. Nicolas Sarkozy a décidé d'accélérer la réforme des retraites, sans ignorer que son adversaire socialiste n'a pas clarifié sa position sur un éventuel retour à la retraite à 60 ans. Le 7 novembre, sur France 2, M. Hollande a ainsi esquivé, ne parlant pas de la retraite mais évoquant une réforme de l'Etat qui nécessitera « des économies ».

La lutte contre les déficits est une nécessité, à condition que le malade ne meure pas guéri. Les hausses de TVA auront des effets sur la consommation qui peuvent fragiliser une croissance déjà atone. La rigueur peut enrayer un redémarrage de l'activité, sans lequel le regain de recettes fiscales nécessaires pour apurer la dette pourrait bien se révéler insuffisant. On est au cœur du « cercle vicieux » décrit par Christine Lagarde, la directrice générale du Fonds monétaire international. ■

Avoir 20 ans à Athènes au temps de la crise



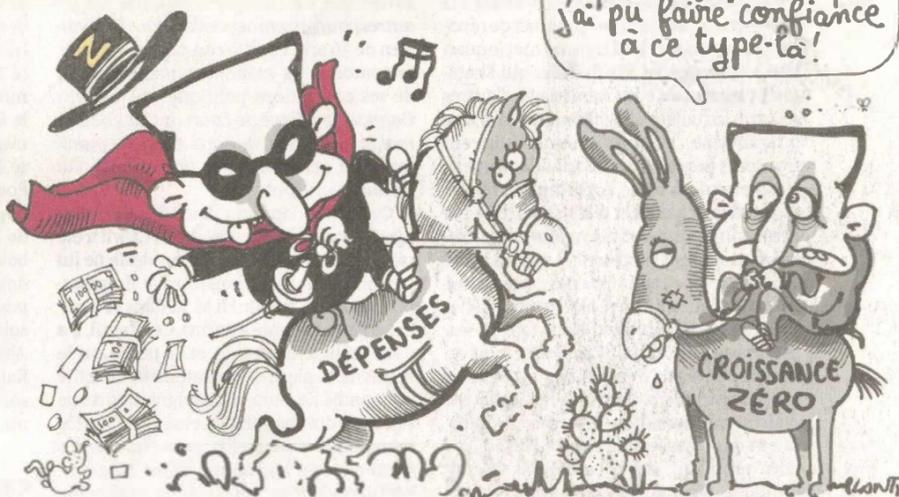
Portraits Sept jeunes Grecs se sont confiés au correspondant du « Monde » et au photographe Petros Efstathiadis. Ils racontent des tranches de vie traversées par la crise : angoisse, déni, colère, mais aussi espoir, créativité. **L'œil du Monde p.18-19**

La légende dorée de BHL en Libye

Avec *La Guerre sans l'aimer*, Bernard-Henri Lévy livre son récit du conflit libyen. Il raconte son rôle de penseur déclencheur d'une guerre juste menée par Nicolas Sarkozy. Mais cette chanson de geste prend parfois quelques libertés avec la réalité. Enquête. ■ Lire page 17

Le regard de Plantu

ZORRO CONTRE ZÉRO



L'ÉVÉNEMENT
Un grand film choc, formidable et bouleversant. Télérama

Une splendeur. Un chef-d'œuvre lumineux. Le JDD Le Nouvel Obs

Enfant P. France Culture Le Monde Les Echos

Sublime. Magnifique. Hypnotique. Superbe. Libération Marianne Elle La Croix

GRAND PRIX FESTIVAL DE CANNES

IL ÉTAIT UNE FOIS EN ANATOLIE
UN FILM DE NURİ BİLGE CEYLAN

Télérama Le Monde **ACTUELLEMENT** France 2 Culture

Les Roms hésitent à se déclarer en tant que tels lors du recensement hongrois

La Hongrie organise sa première opération de comptage depuis son entrée dans l'Union européenne

Budapest
Envoyée spéciale

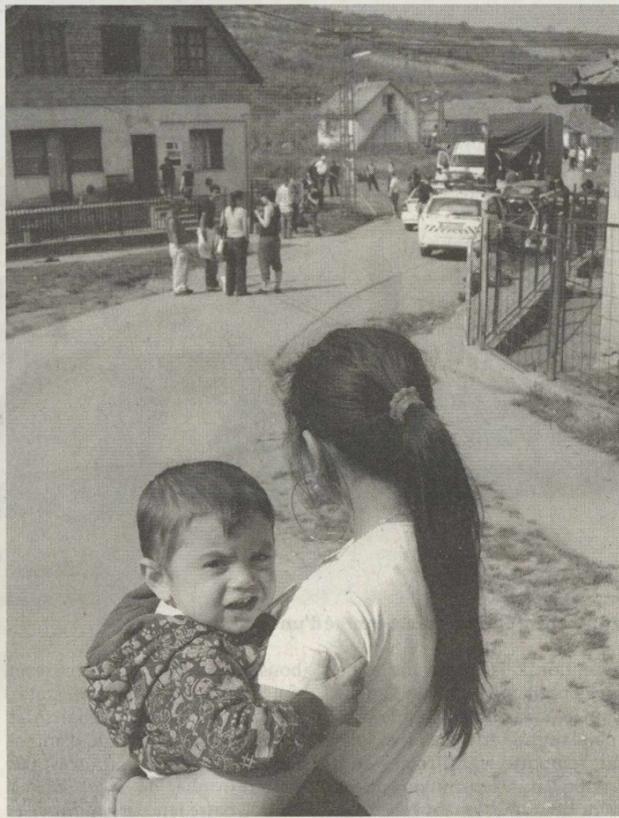
I de tartozunk!» «Nous sommes d'ici!» Imprimé sur des tee-shirts blancs, au-dessus d'un logo coloré, ce slogan a accompagné, durant tout le mois d'octobre, le recensement décennal en Hongrie, le premier depuis que ce pays a intégré l'Union européenne (UE). Il se voulait une réponse à l'un des éléments du questionnaire préparé par l'Office central des statistiques, où la réponse était facultative, mais a souvent été ardemment discutée parmi les Roms hongrois : «A quelle nationalité [au sens de communauté] avez-vous le sentiment d'appartenir?»

Les équipes de l'Open Society Institute, la fondation du milliardaire américain d'origine hongroise George Soros, sont passées dans les villages les plus reculés afin de distribuer tracts, tee-shirts et bracelets, encourageant les Tsiganes à déclarer une double appartenance, comme hongrois et comme rom.

«Nous sommes d'ici!» est aussi une réplique à la propagande des mouvements d'extrême droite tels que le parti Jobbik, qui proclame que ceux des Tsiganes qui sont incapables de se plier aux règles d'une société disciplinée feraient mieux de quitter la Hongrie – où ils sont fixés depuis cinq siècles.

C'est la première fois que des organisations tziganes, avec en tête Lungo Drom, l'association majoritaire contrôlée par le Fidesz, le parti conservateur au pouvoir, se mobilisent aussi activement pour rendre visible cette communauté, souvent victime de discriminations.

Car le recensement de 1941, mené par le régime ultranationaliste de l'amiral Miklos Horthy, avait laissé de sinistres souvenirs : les Allemands s'en sont servis pour déporter en 1944, avec la participation des autorités de Budapest, la moitié de la population juive hongroise et plus du quart de la communauté rom, estimée à l'époque à 100 000 personnes. Puis la minorité allemande en a fait à son tour les frais, après la défaite du nazisme.



A Gyöngyöspata, un village dont l'extrême droite veut faire la vitrine de sa politique de développement séparé des Tziganes. M. FEJER/EST & OST

Lors du dernier recensement, en 2001, 190 000 Roms s'étaient déclarés tels (moins d'un tiers de la population, selon les estimations). Les Hongrois de culture allemande, croate, serbe ou slovaque, mieux acceptés par la majorité magyare, n'avaient guère manifesté d'enthousiasme : au total, 314 059 personnes (3% de la population) s'étaient identifiées à l'une des 13 minorités reconnues – douze groupes «nationaux» et un groupe «ethnique» : les Roms.

Moins de la moitié d'entre elles avaient déclaré parler à la maison une autre langue que le hongrois. L'extrême droite affirme que les Hongrois de souche, dont la fécondité est nettement inférieure à celle des familles roms, formeront bientôt la «quatorzième minorité» du pays et a parfois affublé ses partisans d'une grande étoile jaune, pour présenter les Magyars comme un groupe persécuté, à l'instar des juifs autrefois.

Mais la perspective d'une révision drastique, à partir de 2013, du système de financement public des organisations nationales et religieuses – le secrétaire d'Etat chargé des Eglises, de la société civile et des nationalités, Laszlo Szaszfalvi, a l'intention de sévir contre l'«ethno-business» –, les a mises en alerte.

L'enjeu est de taille, car les minorités sont représentées au Parlement et ont droit, depuis 1993, à leurs propres instances de gouvernement, ou conseils autonomes. Conçus à l'origine pour servir d'exemple aux minorités magyares des pays voisins de la Hongrie, ils sont vite devenus un facteur d'influence : en 1998, les Roms comptaient déjà 766 conseils autonomes, contre 415 quatre ans plus tôt.

Au sein des organisations roms, les débats ont souvent été houleux

«Les résultats du recensement, avertissait, en septembre, le président du conseil de la minorité allemande de Hongrie [un groupe dont est issu l'ancien ministre allemand des affaires étrangères Joscha Fischer], vont peser à long terme sur le développement de nos villes et de nos villages, de nos écoles, de nos jardins d'enfants.» «Ils auront un effet direct sur les subventions étatiques pour les conseils autonomes, ou la préservation de notre langue», soulignait M. Szaszfalvi, incitant ses «compatriotes allemands de Hongrie» à assumer «la tête hau-

te» leur identité. Pour les mêmes raisons, les Eglises catholique et réformée exhortaient leurs ouailles à afficher leur foi, la question de la religion étant également facultative dans le recensement.

Mais, au sein des organisations roms, les débats ont souvent été houleux. Pour l'intellectuel rom Istvan Forgacs, auteur d'un article au titre polémique remarqué par le site Internet francophone Hulala («Si vous êtes tziganes, je ne suis pas des vôtres»), la «tsiganitude» n'a pas d'avenir : «Nous ne sommes pas unis, nous ne l'avons jamais été. Nous n'avons pas de conscience collective, pas de poète visionnaire, nous ne partageons pas de valeurs communes.»

Le militant Aladar Horvath, qui étudie le mouvement des Noirs américains pour les droits civiques et avait tenté en vain, aux législatives de 2010, de canaliser le vote communautaire dans un district à forte composante tzigane, estime, lui, qu'«il est important d'affirmer une fierté rom, d'organiser un mouvement». Mais confier aux pouvoirs publics des informations sur son appartenance ethnique ou religieuse «pose problème en Hongrie, sous un gouvernement qui mène une politique antidémocratique et se considère, à bien des égards, comme l'héritier de l'amiral Horthy».

A la différence des Etats-Unis, relève-t-il, où ce genre de déclaration est obligatoire pour avoir accès aux programmes de discrimination positive, le fait que l'Etat hongrois «veuille vous identifier comme membre d'une minorité vous exclut potentiellement de la nation». Ses étudiants, dit-il, ont été aux avant-postes de la campagne «Nous sommes d'ici!», mais lui-même a refusé de préciser à l'agent recenseur son «sentiment d'appartenance» ethnique ou religieuse.

Il est vrai qu'un incident – que l'Office central des statistiques veut croire isolé – révèle la perméabilité de données en principe confidentielles. Dès les premiers jours du recensement, début octobre, un scandale a éclaté à Sajokaza, une localité déshéritée du Nord-Est, où une communauté bouddhiste se démène pour améliorer la vie des plus pauvres : 300 Roms catholiques de la localité s'étant déclarés «proches du bouddhisme», le maire a fait pression sur eux en leur demandant s'ils renonceraient à être enterrés selon le rite chrétien. «La question, observe Tibor Derdak, l'un des fondateurs de l'association bouddhiste Ambedkar de Sajokaza, est de savoir comment ils ont tout de suite su ce que les gens avaient répondu à l'agent recenseur.»

JOËLLE STOLZ

Balkans : l'enjeu du comptage ethnique

DANS LA QUASI-TOTALITÉ des pays de l'ex-Yougoslavie, le recensement – effectué à la demande de l'Union européenne – a viré au psychodrame. A l'inverse du cas hongrois marqué par la tentation des Roms de rester «discrets», le processus a été perturbé dans les Balkans occidentaux par les craintes des différentes minorités d'apparaître trop... minoritaires.

Dix ans après le conflit entre la rébellion albanaise et le gouvernement de Skopje, le blocage macédonien est le plus emblématique des tensions persistantes : après la démission collective de la commission chargée de superviser le recensement, le gouvernement a annoncé, mi-octobre, le report sine die des opérations de comptage.

Les membres de la commission ont justifié leur retrait par la non-application sur le terrain des règles édictées au début du processus. En privé, ils ont évoqué des irrégularités dans la partie occiden-

tal du pays, où vivent la plupart des Macédoniens albanophones. Le point le plus litigieux a été le non-respect de l'interdiction de recenser les personnes vivant hors du pays depuis plus de douze mois. Or, cette interdiction est considérée comme défavorable à la minorité albanophone qui compte une diaspora importante.

Pour Jean-Arnault Dérens, rédacteur en chef du *Courrier des Balkans*, ces fraudes supposées reflètent «la crainte des albanophones d'apparaître moins nombreux que les 30% qu'ils assurent représenter ou encore moins que lors du recensement de 2002, où ils étaient 25% sur une population totale de 2 millions. «On est là dans un schéma balkanique classique, qui consiste à faire masse pour impressionner l'adversaire potentiel.» Localement, aux termes des accords d'Ohrid qui ont mis fin au conflit de 2001, le seuil des 20% permet de faire de la langue d'une

minorité une langue officielle de la municipalité. A Skopje, les albanophones auraient redouté de ne pas passer cette barre.

Bashkim Iseni, chercheur albanophone fondateur du site Albinfo.ch, voit dans la décision de communautés albanophones de boycotter le comptage la conséquence «des manquements du gouvernement central». Pour M. Iseni, «l'annulation semble arranger même les Macédoniens slaves, puisque les premiers résultats montreraient que beaucoup de Macédoniens ont pris la nationalité bulgare.»

En Serbie, des localités à majorités albanaise et croate ont boycotté l'opération, préférant être absentes des statistiques plutôt que sous-représentées. De même que les Serbes du nord du Kosovo, qui refusent toute initiative de Pristina. En Bosnie-Herzégovine, la vacance du pouvoir a rendu impossible l'organisation d'un recensement. ■

BENOÎT VITKINE

Silvio Berlusconi : « Je veux voir en face qui va me trahir »

Silvio Berlusconi était décidé à vendre chèrement sa peau, mardi 8 novembre. «Je veux voir en face qui va me trahir», avait-il déclaré la veille alors que les appels à sa démission se sont multipliés pour favoriser la formation d'un nouveau gouvernement apte à conduire les réformes dont la mise en place sera surveillée par le FMI et la Commission européenne. Le président du conseil croit encore à la possibilité de retourner la situation : «Nous allons continuer, nous devons nous tenir prêts au combat parce qu'un nouveau gouvernement élu associant la gauche et les centristes serait contraire à la démocratie», a-t-il fait écrire dans un message posté lundi sur sa page Facebook.

Les marchés, eux, semblent avoir fait leur choix. Un exemple ? Lundi, la Bourse de Milan ouvrait en baisse de 2% et l'écart de rendement entre les obligations italiennes et allemandes à dix ans (spread) atteignait 491 points, un nouveau record. A 12 heures, deux journalistes très proches du pouvoir annoncent sur leur blog la démission «certaine» du président du conseil. Dans la foulée, Milan remonte à +3% et le «spread» redescend à 470 points. M. Berlusconi dément, la Bourse redescend, les taux remontent... La séance s'achève sur un rebond de 1,32%, pariant ouvertement sur un départ imminent du «Cavaliere» sans toutefois relâcher la pression : le taux d'emprunt italien atteint 6,67% pour les titres à dix ans, un niveau record depuis 1997.

Désormais, c'est une partie de poker menteur qui se joue. M. Ber-

lusconi se dit certain de conserver la majorité à l'Assemblée, même de justesse. L'opposition le met au défi. Les cartes des uns et des autres devaient être dévoilées, mardi après-midi au cours d'un vote sur le préambule du bilan de l'Etat 2010. La gauche et le centre avaient prévu de s'abstenir afin d'obliger la majorité à se compter. Dans le cas où elle n'atteindrait pas 316 voix, la preuve serait faite que M. Berlusconi n'a plus les moyens de gouverner. Sa démission ne serait alors qu'une question de jours, voire d'heures.

Baroud d'honneur

Mais ses partisans ne croient plus beaucoup à une issue positive de ce baroud d'honneur. Lundi, la Ligue du Nord, son principal allié, lui a demandé de «faire un pas de côté» et de désigner lui-même son successeur.

De toutes ces défections, la plus emblématique et celle de Gabriella Carlucci. Cette députée du Peuple de la liberté, ancienne présentatrice de télévision, incarnait l'essence du berlusconisme : paillettes, poses sexy et forte exposition médiatique. En avril, alors que le scandale du «bungabunga» faisait la «une» de tous les journaux de la planète, elle défendait encore le président du conseil en déclarant que sa «vitalité et son sens de l'humour en faisaient un mythe pour ses fils adolescents...» Dimanche, elle a annoncé son ralliement au parti centriste. Les temps changent. ■

PHILIPPE RIDET

(ROME, CORRESPONDANT)

Lire aussi p. 14

Etats-Unis

Nouveau sursis pour Hank Skinner, condamné à mort

CHICAGO. La cour d'appel criminelle du Texas a accordé, lundi 7 novembre, un répit à Hank Skinner en suspendant son exécution prévue mercredi, le temps d'examiner un recours de ses avocats demandant des tests ADN qui, selon eux, innocenteraient cet Américain de 49 ans marié à une Française et détenu depuis seize ans dans le couloir de la mort. La cour estime qu'il serait «prudent» de procéder à un examen de la requête de Hank Skinner, au regard des règles en vigueur sur les tests ADN dans l'Etat du Texas, étant donné que la législation sur ce point «a subi plusieurs changements depuis sa création» sans qu'ils aient «jamais été pris en compte dans ce dossier». Les avocats de Hank Skinner entendent préparer un appel au rejet d'une nouvelle demande – la troisième – de tests ADN. Henry «Hank» Skinner a été condamné à la peine capitale pour les meurtres – qu'il a toujours niés – en 1993 de sa compagne, battue à mort, et des deux fils de celle-ci, poignardés. – (AFP) ■

Nicaragua L'opposition conteste l'élection de M. Ortega

MANAGUA. Le président sandiniste Daniel Ortega a été réélu, dimanche 6 novembre, avec 62,6% des voix, selon le Conseil électoral suprême. L'opposant libéral Fabio Gadea a obtenu 30,9% des suffrages. Le Front sandiniste de libération nationale (FSLN, gauche) a conquis une confortable majorité parlementaire. L'opposition conteste ces résultats. M. Gadea pointe du doigt «des fraudes dans des proportions inédites». Les observateurs de l'Union européenne et de l'Organisation des Etats américains n'ont pas remis en cause le scrutin. – (AFP, EFE)

Ukraine Nouvelles enquêtes contre Ioulia Timochenko

KIEV. Les autorités fiscales ukrainiennes ont remis à l'opposant Ioulia Timochenko, qui purge une peine de prison, des documents sur la réouverture de quatre enquêtes la visant, deux datant de 2001 et deux de 2003, a déclaré, lundi 7 novembre, son avocat, Sergueï Vlassenko. M^{me} Timochenko a été condamnée à sept ans de prison le 11 octobre pour avoir conclu en 2009, lorsqu'elle était première ministre, des accords gaziers controversés avec la Russie. Quelques jours après sa condamnation, elle avait été inculpée dans une autre affaire, pour «tentative de détournement» de 294 millions d'euros. – (AFP)

OSP VENTES AUX ENCHERES PUBLIQUES
01.49.04.01.85 - annonces@osp.fr

75 Vente aux Enchères Publiques sur Licitations au Palais de Justice de Paris
4 boulevard du Palais
Lundi 12 décembre 2011 à 14h - En Un Lot
Un Appartement de 121,77 m² à Paris 14^{ème}, 44 rue Liancourt
Composé au 4^{ème} étage gauche : entrée, cuisine, deux chambres, wc, salle de bains, salon. Au 5^{ème} étage, wc, deux chambres, salle de bains. Droit à la jouissance exclusive de deux terrasses dont une donnant sur cour. Ces deux niveaux communiquant entre eux par un escalier privatif. Quatre caves au 1^{er} sous-sol et un parking n° 7 au 2^{ème} sous-sol. Occupés
Mise à Prix : 700.000 €
Avec faculté de baisse de 1/4 puis de 1/3 à défaut d'enchères - Rens. : Maître Denis TALON - Avocat à Paris 1^{er} - 20, quai de la Mégisserie - Tél. : 01.42.36.59.25
www.ferrari.fr - Au Greffe du Tribunal de Grande Instance au Palais de Justice de Paris, où le cahier des conditions de vente est déposé sous le n° 11/282
Sur les lieux pour visiter le 30 novembre 2011 de 14h à 15h

Théâtre du Rond-Point



Truismes

inspiré du roman de Marie Darrieussecq

mise en scène et interprétation Alfredo Arias

8 novembre - 4 décembre

104 centquatre
spectacle à retrouver au 20 au 22 janvier 2012 Paris
dans le cadre de Prolongations

réservations 01 44 95 98 21
www.theatredurondpoint.fr

Retrouvez nous aussi sur Ventecontreaires.net
Twitter @RondPointParis Facebook Théâtre du Rond-Point
DailyMotion WebTV du Rond-Point

Zone euro : le feu gagne l'Italie, les « pompiers » européens manquent de moyens

Le Fonds européen de stabilité ne dispose pas de l'enveloppe nécessaire pour une action préventive

Bruxelles,
Bureau européen

L'incendie gagne du terrain en Europe. Le dossier de la Grèce est encore loin d'être refermé que, déjà, c'est celui de l'Italie qu'il faut ouvrir. Au lendemain du G20, les ministres des finances de la zone euro ont entamé, lundi 7 novembre à Bruxelles, une nouvelle course contre la montre afin de prévenir le naufrage de la troisième économie de la zone euro. Avec un gros problème : les Européens ne disposent pas vraiment des moyens qui seraient nécessaires pour stabiliser la situation dans la Péninsule.

Le pays est au bord du précipice, alors que Silvio Berlusconi devait affronter, mardi 8 novembre, un nouveau vote de confiance à l'issue incertaine (lire aussi page 4). Ses coûts de financement battent record sur record : les taux d'intérêt sur les bons du Trésor italiens ont atteint 6,68% lundi, obligeant la Banque centrale européenne (BCE) à intervenir pour éviter qu'ils n'exploient encore plus.

L'Italie est placée sous une surveillance toujours plus étroite : après le Fonds monétaire international (FMI) et la Commission européenne, Mario Draghi, le président de la BCE, a fait savoir, lundi soir, qu'il allait dépêcher des experts à Rome pour évaluer la situation du pays.

Il s'agit, même si personne ne le reconnaît ouvertement, de préparer une éventuelle intervention préventive. Lors du sommet du G20 à Cannes, Silvio Berlusconi, en sursis, a refusé une première offre en ce sens de la part de Christine Lagarde : la directrice générale du FMI lui avait proposé de mettre en place une ligne de crédit « de précaution » d'une cinquantaine de milliards d'euros.

Si les préparatifs en vue de venir en aide, à titre préventif, à l'Italie s'accroissent, ils butent sur un obstacle de taille : la question du renforcement de la force de frappe du Fonds européen de stabilité financière (FESF), indispensable pour gérer un pays de la taille de l'Italie. « Il ne sera pas possible d'intervenir avant d'avoir démultiplié la puissance de feu du fonds de



Silvio Berlusconi, Angela Merkel et David Cameron lors du G20, à Cannes, le 3 novembre. KEVIN LAMARQUE/REUTERS

salvage», dit une source européenne.

Or, ce renforcement suscite toujours des discussions qui risquent de se prolonger. Le chantier est des plus laborieux. Un accord partiel n'est pas attendu avant décembre, et le nouveau dispositif de sauvetage « ne sera pas opérationnel avant février », a prévenu Jean-Claude Juncker, le président de l'Eurogroupe, à l'issue de la réunion de lundi.

Manque d'entrain

Officiellement, les travaux se font toujours sur la base du compromis conclu, au forceps, le

Les Grecs sommés de s'engager par écrit sur la rigueur

Après le retrait de Georges Papandréou, la composition du nouveau gouvernement grec d'unité nationale n'était toujours pas connue, mardi 8 novembre dans la matinée. Avant même son entrée en fonctions, les ministres des finances de la zone euro ont conditionné, la veille à Bruxelles, le versement d'une nouvelle tranche d'aide à Athènes à la signature par les socialistes et les conservateurs

27 octobre par les chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro, afin de porter la puissance de feu du fonds de secours de 440 milliards à plus de 1000 milliards d'euros.

Deux options sont examinées. La première consiste à transformer le Fonds en un mécanisme d'assurances, qui encouragera les investisseurs à acheter les obligations des pays en difficulté en garantissant une partie de leurs pertes.

La seconde prévoit de créer de nouveaux fonds spéciaux, adossés si possible au FMI, et financés

grecs d'une lettre commune, où ils s'engageraient à respecter le plan d'économies et de réformes négocié avec les créanciers internationaux.

« La sixième tranche [d'aide] pourra être décaissée, courant novembre, à la condition qu'il y ait cet engagement clair et sans équivoques » des deux principaux partis, a dit le commissaire européen aux affaires économiques, Olli Rehn.

par des investisseurs privés et des fonds souverains, chinois en particulier. Mais le sommet du G20 a démontré le peu d'entrain des pays émergents à voler, à ce stade, au secours de l'Union monétaire.

Face à l'urgence en Italie, la complexité des discussions en cours pourrait bien relancer la bataille sur le rôle que doit jouer la BCE. France en tête, les pays latins n'ont pas abandonné l'idée d'adosser le Fonds européen de stabilité financière à l'institut d'émission pour en faire une banque.

Cette formule est rejetée par l'Allemagne et la BCE. « L'idée n'est pas sur la table des négociations, mais elle reste dans tous les esprits, disent plusieurs sources. Elle resurgira si les difficultés devaient encore s'aggraver. »

Au sein du G20, les Etats-Unis, et les pays émergents plaident en ce sens, tout comme le Royaume-Uni. « Dans la situation actuelle, la participation de la BCE dans la résolution des tâches auxquelles est confronté le FESF ne serait pas hors de propos », a suggéré, lundi, le premier ministre russe, Vladimir Poutine, qui recevait M^{me} Lagarde. ■

PHILIPPE RICARD

Downing Street se prépare à la fin de la zone euro à dix-sept

Le gouvernement de David Cameron espère ainsi répondre aux inquiétudes de la City

Londres
Correspondant

Le Royaume-Uni, qui n'a pas adopté la monnaie unique européenne, se prépare pourtant aux conséquences d'un possible éclatement de la zone euro.

Londres « prépare des plans » pour faire face à une possible disparition de l'euro, a ainsi déclaré David Cameron, le premier ministre britannique, lors du G20, vendredi 4 novembre.

« Vous pouvez imaginer qu'un gouvernement digne de ce nom aurait mis en place un plan couvrant toute la gamme des scénarios », explique le secrétaire d'Etat aux services financiers, Mark Hoban, qui veut se préparer à « toute éventualité alors que l'euro est en train de se briser ».

« Le gouvernement doit avoir des plans d'urgence sur des cas de figure improbables mais qui, s'ils surviennent, peuvent être très problématiques » : Michael Saunders, analyste à Citigroup, explique ainsi ces préparatifs sur lesquels la direction du Trésor reste d'une totale discrétion.

Des rares informations qui ont filtré, il ressort que les hauts fonctionnaires de Whitehall, le quartier des ministères, planchent d'abord sur les aspects constitutionnels d'une possible implosion de l'euro. Isolés sur le plan diplomatique par sa non-participation à l'euro, le Royaume-Uni redoute d'être marginalisé par la France et l'Allemagne dans la réforme des traités qui pourrait être nécessaire face au départ d'un ou de plusieurs pays de la zone euro.

Autre dossier, la sanctuarisation des banques britanniques très exposées à la dette souveraine de l'« euroland ». Les établissements d'outre-Manche détiennent environ 400 milliards d'euros d'obligations espagnoles, irlandaises, italiennes, portugaises et grecques, d'après la Banque des règlements internationaux.

Troisièmement, Londres s'efforce de jauger l'effet du scénario

catastrophe sur le redressement fragile de son économie. En absorbant 43% des exportations du royaume, la zone euro est son premier partenaire commercial. En particulier, il s'agit de protéger les entreprises exportatrices de possibles difficultés de paiement des clients concernés.

Enfin, on entend limiter les problèmes de retraits d'espèces et de règlements par cartes de crédit auxquels pourraient être confrontés les touristes britanniques.

Le gouvernement de coalition dirigé par David Cameron espère ainsi répondre aux inquiétudes de

En absorbant 43% des exportations du royaume, la zone euro est son premier partenaire commercial

plus en plus vives de la City sur l'avenir de l'euro.

Jim O'Neill, le gourou de Goldman Sachs International, prévoit la sortie de l'euro à terme de pays comme l'Irlande ou la Finlande dont les voisins, en l'occurrence la Grande-Bretagne et la Suède, n'appartiennent pas au mécanisme de change. Par ailleurs, Roger Bootle, président de Capital Economics, souligne que « si la Grèce sort de l'euro, il y aura chaos non seulement en Grèce mais ailleurs, et ce sera pénible pour tout le monde ».

Pour sa part, Morgan Stanley affirme qu'en évoquant la possibilité d'une sortie de l'euro de la Grèce, la France et l'Allemagne « ont ouvert la boîte de pandore qui pourrait provoquer une défiance colossale envers la dette souveraine et les banques des pays périphériques ». Or, les jugements de Morgan Stanley trouvent un écho particulier au 10 Downing Street dont le directeur de cabinet, Jeremy Heywood, est un ancien de la banque d'affaires américaine. ■

MARC ROCHE

Avec Brioni, François-Henri Pinault s'offre les très chics costumes de James Bond

Alors que le luxe pour hommes fait un tabac, PPR souhaite développer la marque de mode italienne

C'est fait. PPR va racheter la marque très chic de mode italienne pour hommes, Brioni, a annoncé le groupe français, mardi 8 novembre. La transaction, soumise aux autorités de la concurrence, devrait être finalisée début 2012.

Les costumes portés par les plus grands acteurs hollywoodiens, de Gary Cooper à John Wayne, en passant par tous ceux qui ont incarné James Bond depuis 1955, vont étoffer le portefeuille de marques de luxe – jusqu'à l'abord féminin – du groupe présidé par François-Henri Pinault.

Les familles des deux fondateurs de Brioni, Gaetano Savini et

Nazareno Fonticoli avaient déjà envisagé de céder leurs participations en 2008, juste avant la tempête financière, avant de renoncer pour attendre des jours meilleurs.

PPR n'était pas seul sur les rangs. Et les négociations, « longues et difficiles » selon M. Pinault, étaient en cours depuis le début de l'été avec les neuf héritiers au capital de Brioni (Le Monde du 24 août).

PPR n'a pas dit combien il avait payé pour cette entreprise de 1800 salariés qui réalisait 170 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2010. Le montant de 350 millions d'euros a été évoqué au cours de l'été. « Il n'y a pas eu de délire

dans le prix, ni dans un sens ni dans l'autre, la transaction se fait selon les multiples du moment », se contente de dire M. Pinault. La banque Pictet, spécialiste des investissements dans le luxe, estime la marge de l'entreprise italienne à 13%.

Objectifs « ambitieux »

Peut-être pour anticiper les exigences des repreneurs, la direction de Brioni avait décidé avant l'été d'arrêter sa ligne féminine, ce qui s'est soldé par une centaine de départs négociés et de reclassements. L'italien, dont les principaux ateliers se situent dans les Abruzzes, à Penne, se recentre

donc sur son cœur de métier, la mode pour hommes.

Chaque année, la griffe vend – à côté du prêt-à-porter et des collections plus décontractées – 20 000 costumes sur mesure, destinés à une clientèle fortunée. Les premiers prix de ces vêtements taillés dans des tissus somptueux et réalisés avec une minutie insoupçonnée, s'élevaient à 3 600 euros. Le président américain Barack Obama ou le premier ministre russe Vladimir Poutine ont d'ailleurs en commun ce fournisseur.

M. Pinault, qui ne porte pas encore du Brioni, se félicite de cette acquisition dans le marché très

porteur que constitue le luxe pour hommes. Selon Altgamma, qui réunit les grands acteurs italiens du luxe, ce secteur va croître de 9% cette année dans le monde, à 24 milliards d'euros.

M. Pinault compte développer Brioni dans les pays émergents, notamment en Asie. Et en Chine, où ce sont les hommes qui s'achètent des objets de luxe.

M. Pinault poursuit son recentrage dans le luxe et nourrit des objectifs « ambitieux » pour sa nouvelle acquisition. Il souhaite développer les collections de vêtements plus « casual », comme les chaussures et la maroquinerie.

Après Gucci, il s'agit d'une première acquisition d'entreprise de taille significative : Brioni est en effet bien plus important que ne l'étaient Bottega Veneta ou Yves Saint Laurent quand ces marques ont été absorbées par PPR.

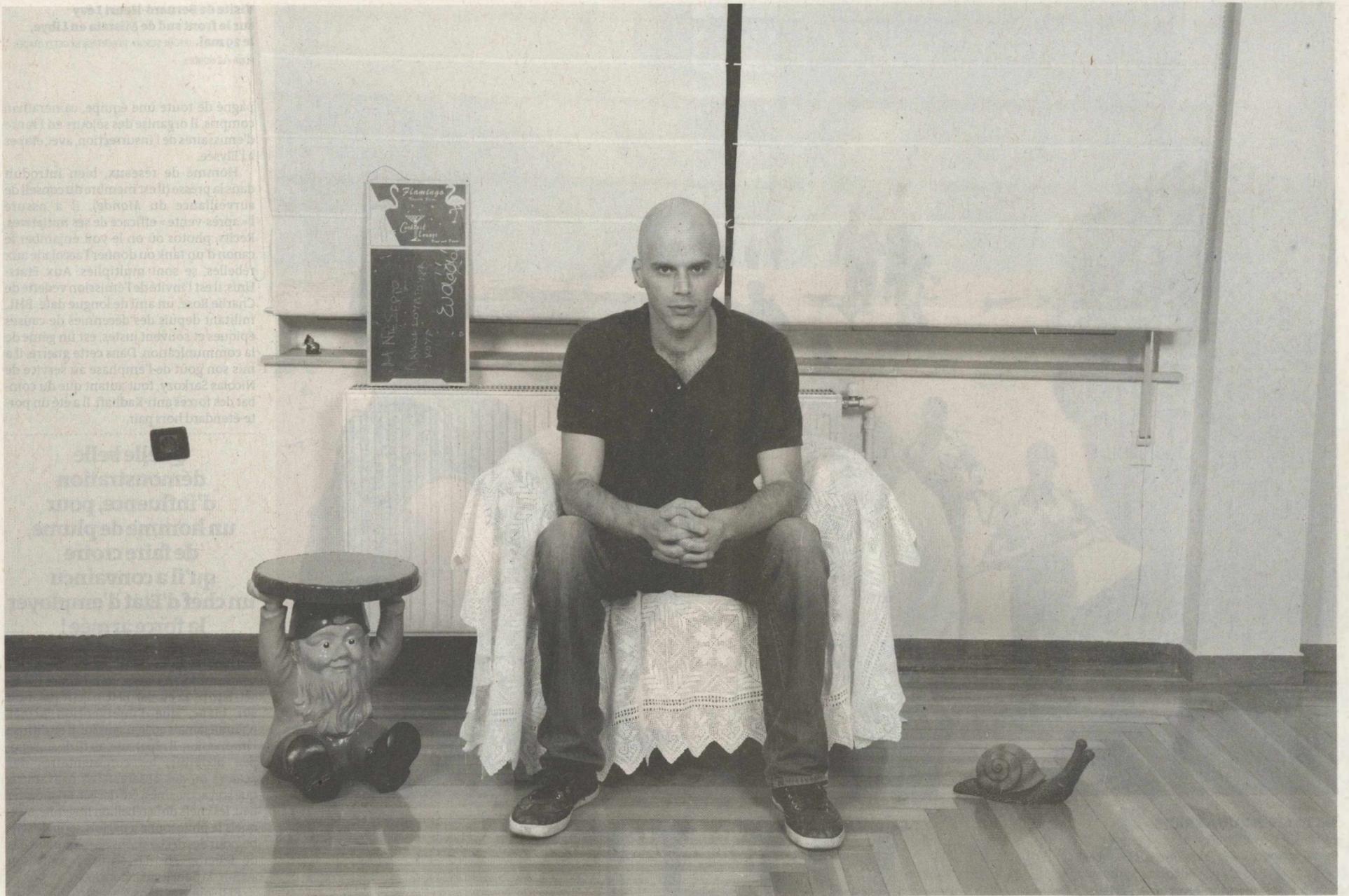
Le rival historique de PPR, LVMH, souhaite de son côté élargir le périmètre de Berlutti, sa marque de chaussures haut de gamme pour hommes, à la très lucrative mode masculine. Transfuge de Zegna, Alessandro Sartori, a été nommé fin juin à la direction artistique pour s'atteler à ce nouveau défi. ■

NICOLE VULSER

En 2012, serez-vous
rétro ou révo ?

Chez votre marchand de journaux



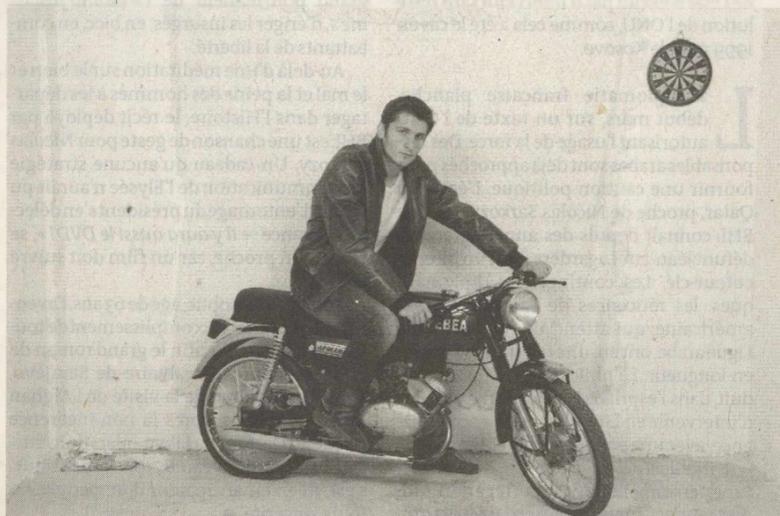


Nous, jeunes Grecs dans la tourmente

Ils sont athéniens, ils ont entre 21 et 36 ans. Ils confient leur colère, leur déni, leurs peurs, leurs envies, à l'heure de la grande crise

Andréas Panovrakos, 21 ans, étudiant
« Les médias exagèrent la crise »

« Je fais les mêmes choses qu'avant. Quand vous vivez humblement, vous pouvez continuer à vivre de la même façon. Vous ne ressentez pas la crise. Les gens croient ce que les médias racontent. Ils exagèrent la crise et font croire qu'elle est plus importante. Les gens ont accepté cette propagande et ne vivent plus comme avant. Pour moi, rien n'a changé. »



Marina Galanopoulou, 36 ans, avocate
« Nous vivons en état de chantage permanent »

« J'ai de plus en plus de travail, mais mes revenus ont baissé. Les entreprises ferment, les employés sont virés, tout le monde doit de l'argent à quelqu'un. Mais les gens n'ont pas d'argent pour payer leurs actions judiciaires. Sur le plan politique, nous vivons en état de chantage permanent, de l'Europe sur la Grèce, du gouvernement grec sur la population. »



Omiros Poulakis, 28 ans, acteur
« Me battre pour l'impossible »

« La crise confirme une conviction. Au niveau matériel, il faut apprécier l'essentiel. Au niveau idéologique, je revendique le fait de me battre pour l'impossible, que certains s'efforcent de présenter comme un horizon inatteignable. Ceux qui essaient de vous convaincre que vous ne pouvez pas atteindre l'impossible me mettent en colère. »

PHOTOS: PETROS EFSTATHIADIS POUR « LE MONDE »

Athènes
Correspondance

Les Grecs sont souvent désespérés, mais ils apprennent aussi à vivre avec cette crise et cette colère qui est en eux. Voici le portrait de sept jeunes Athéniens de 21 à 36 ans. Nous leur avons demandé ce qui a changé dans leur vie et leur travail et ce qui les met en colère. Ils répondent librement. L'un profite de la crise pour, comme en mai 1968, réclamer l'impossible. L'autre dresse un réquisitoire contre ce qui se passe dans son

pays. Elle est pourtant avocate. Ils parlent des salaires qui diminuent, de tensions sociales, de la peur de l'avenir, de leur colère contre les hommes politiques. Ils essaient aussi de faire quelque chose de ces événements.

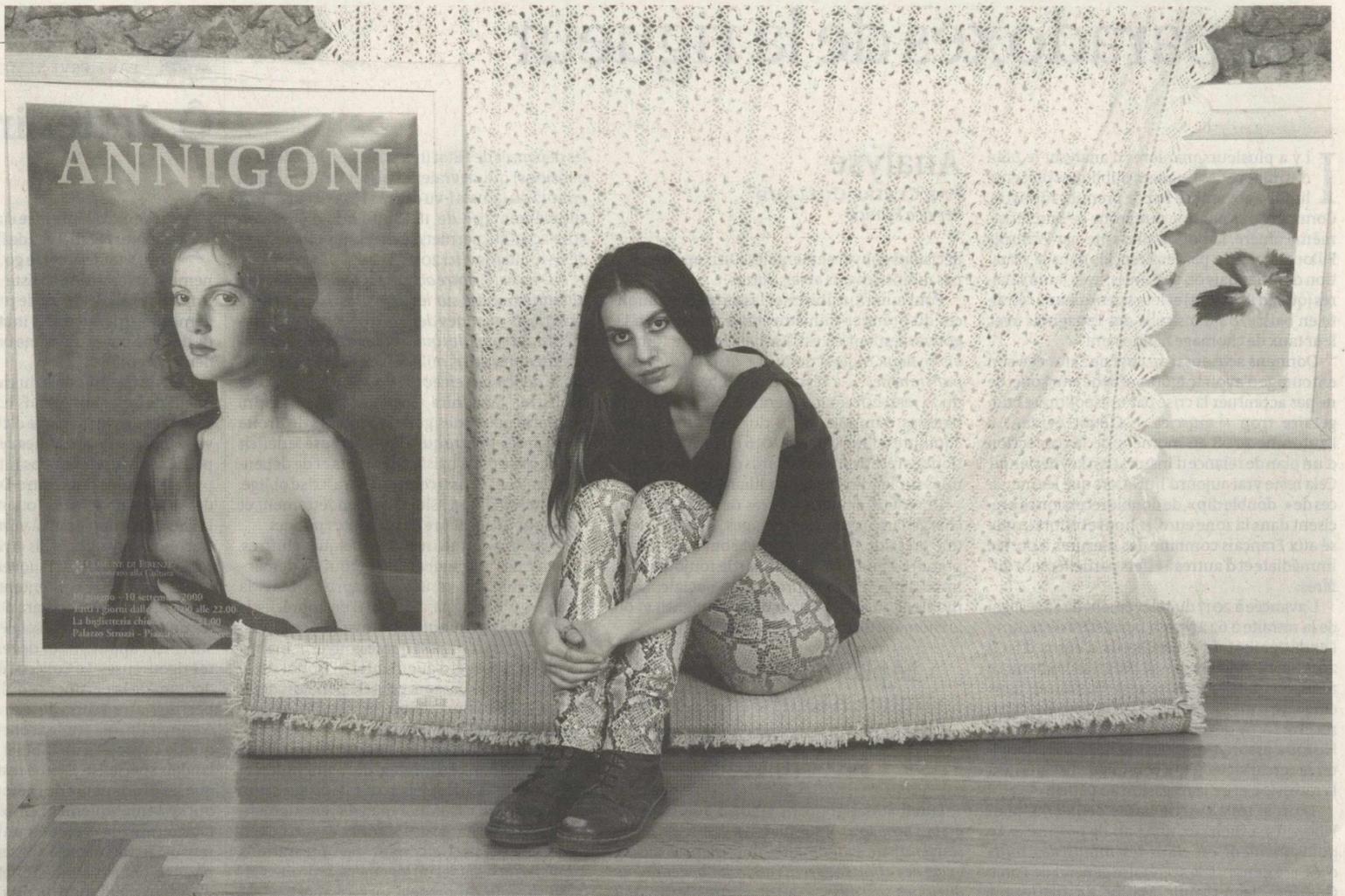
Telle cette rédactrice en chef d'un magazine de mode indépendant, Ozon, qui estime que la crise ne lui retire pas « la liberté de faire ce [qu'ils veulent] ». Tel ce jeune homme, qui a dû fermer l'entreprise de son père mais est en train de réaliser son rêve. Ce passionné de musique électro vient de signer avec un label français. La crise lui permet de créer.

C'est aussi le cas du photographe Petros Efsthadiadis, qui réalise ces sept portraits. Il aime bien apporter une touche d'humour surréaliste qui traverse les images. Un nain de jardin, une statue, des tapis, autant d'objets qu'il apporte pour bousculer la réalité ou mieux la révéler. Il photographie avec une vieille couverture que l'on retrouve sur toutes les photos (sauf une : cherchez l'intruse !). « Une couverture traditionnelle, faite à la main, pas chère, très grecque », explique-t-il. Dans la crise, elle apporte un peu de chaleur humaine. ■

ALAIN SALLES

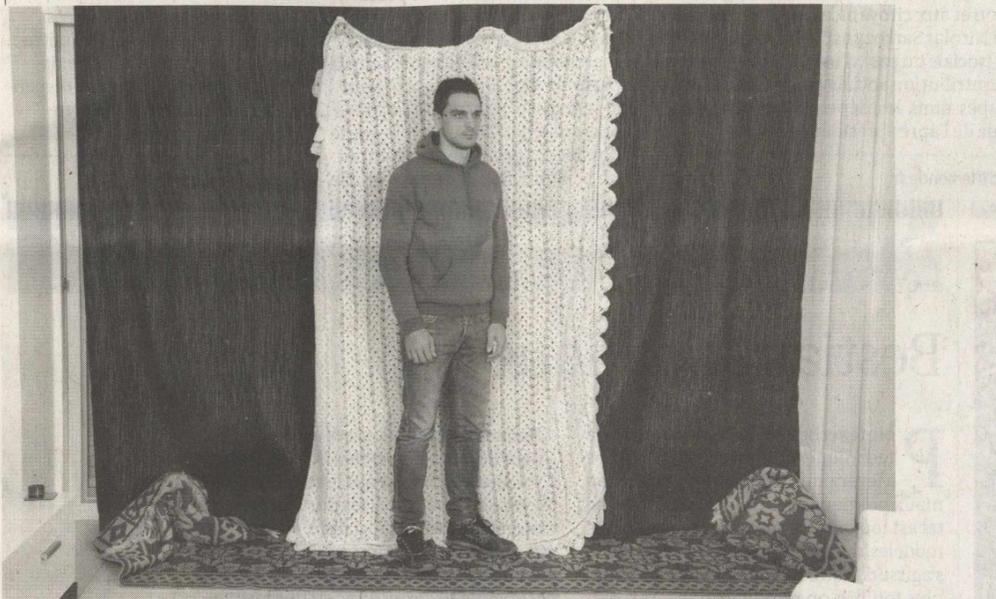
**Danaé Dragonéa, 27 ans,
rédactrice en chef
d'un magazine de mode
« J'essaie de ne pas
avoir peur »**

« En ce moment, avec la crise, je veux être présente et écouter les histoires des gens que je rencontre. J'essaie de ne pas avoir peur, maintenant qu'il ne nous reste plus que de fragiles incertitudes. Nous n'avons plus d'excuses pour ne pas être responsables de nous-mêmes. »



**Georges Toutounis,
29 ans, policier
« C'est difficile
d'organiser sa vie »**

« La relation avec les civils a changé. Ils nous regardent différemment, comme si tous les policiers étaient les mêmes. La situation économique devient de pire en pire pour tout le monde. C'est difficile d'organiser sa vie, de commencer quelque chose. »



**Kostas Nomikos,
30 ans, ébéniste
au chômage, musicien
« Peut-être
que la solution
serait le chaos »**

« J'avais repris la société d'ébénisterie de mon père, qui fabriquait des chaises de prix. Ça marchait depuis trente ans. Avec la crise, tout s'est arrêté. Je n'avais plus du tout de commandes. J'ai fermé mon entreprise. Mes deux employés n'ont pas de travail. Il faut changer tout le système. Peut-être que la solution serait le chaos. »



**Maria Drouga, 32 ans,
employée
« Le futur
est incertain »**

« Avec la crise, mes revenus ont baissé, parce que mes impôts ont augmenté. Ma vie a changé. J'essaie de ne pas dépenser, ou en tout cas, de dépenser avec précautions. Le futur est incertain, les gens sont en colère et tristes. Les politiciens ne valent rien. »

Les paradoxes de la rigueur

Il y a plusieurs manières d'analyser le plan d'équilibre des finances publiques présenté lundi 7 novembre par le premier ministre. Commençons par une remarque de bon sens : même amère, la potion prescrite par François Fillon ne mettra pas les Français dans la situation des Irlandais ou des Grecs, avec leurs salaires (quand ils en ont) et leurs pensions de retraite en baisse, ou dans celle des Espagnols avec leur taux de chômage hallucinant.

Donnons acte aussi au chef de l'Etat et à son entourage d'avoir toujours affiché leur souci de ne pas accentuer la crise par une politique budgétaire trop « musclée ». C'était évident à l'automne 2008 au moment de la confection d'un plan de relance d'inspiration keynésienne. Cela reste vrai aujourd'hui. Alors que les menaces de « double dip », de double récession se précisent dans la zone euro, le nouvel effort imposé aux Français combine des mesures à portée immédiate et d'autres à effets partiellement différés.

L'avancée à 2017 du relèvement de l'âge légal de la retraite à 62 ans, qui permettra de réduire l'endettement de 4,4 milliards d'euros d'ici à 2016, va monter en charge progressivement. Le rendement de la mesure sera maximum dans cinq ans, à un moment où la France peut espérer être sortie de crise. Il est pour l'heure limité. Histoire, assure-t-on à l'Élysée, de ne pas alimenter le cercle vicieux qui conduit de l'austérité à la récession et de la récession au déficit.

Dans le tollé suscité par le deuxième plan Fillon, il y a, bien sûr, une part de posture. « Le gouvernement est dans les mains des marchés », a dénoncé le secrétaire général de Force Ouvrière, Jean-Claude Mailly, en fustigeant « une attaque frontale contre le monde du travail ». Bernard Thibault (CGT) s'est offusqué du « chantage des agences de notation », tandis que l'Union syndicale Solidaires appelait à la « construction de mobilisations d'ampleur pour refuser dès maintenant la spirale infernale de l'austérité ». La CFDT, plus en retrait, a déclaré vouloir prendre contact avec les autres syndicats « pour envisager les suites à donner » aux

Analyse

PAR CLAIRE GUÉLAUD
Service France

décisions gouvernementales. On n'en attendait pas moins des uns et des autres.

Pour autant, minimiser la portée des annonces du premier ministre serait une erreur. Le gouvernement en est à son deuxième tour de vis en deux mois et demi. Il « distille l'austérité par tranches », a résumé M. Thibault. Le plan du 24 août 2011 était essentiellement à base de hausses d'impôts, celui du 7 novembre sera équilibré à l'horizon de 2016 entre augmentation des recettes (8,4 milliards d'euros) et économies sur les dépenses (9 milliards).

La répétition des mesures de redressement charge la barque des ménages. Ils affrontent une pression fiscale accrue et sont sommés de prendre à leur charge une partie toujours plus importante de leur protection sociale, à un moment où leur pouvoir d'achat ralentit et où le chômage de longue durée s'étend.

Le plan du 7 novembre marque un tournant. La droite s'attaque au coût du modèle social français

Lundi à Matignon, M. Fillon a assumé sans états d'âme son rôle de père la rigueur : « Notre souveraineté économique, financière et sociale exige des efforts collectifs et prolongés et même quelques sacrifices », a-t-il assuré. Certes, il a pris soin d'affirmer que son plan d'équilibre des finances publiques ne constituait pas « une rupture – comme celle que la France a connue en 1983, passant brutalement d'une politique laxiste à une politique d'austérité – mais une accélération de nos efforts ». Mais c'était pour mieux détailler, dans la foulée, les chiffres qui disent la rigueur : le rythme de progression des dépenses publiques divisé par trois entre 2010 et 2011,

les dépenses de l'Etat (hors charges de la dette et pensions) qui devraient baisser de 1,5 milliard en 2012 du jamais (-vu depuis 1945) – et un effort supplémentaire de 18,6 milliards d'euros en 2012-2013, qui permet d'éviter une dette de près de 65 milliards d'ici 2016.

« D'ici 2016, notre action portera pour un peu plus de la moitié sur les dépenses. La poursuite des efforts engagés depuis trois ans nous permettra, au cours des quatre années à venir, d'économiser près de 115 milliards d'euros et de ramener le déficit à 0 en 2016 », a ajouté le premier ministre. L'histoire économique retiendra peut-être qu'un des gouvernements de droite et de l'après-guerre qui a le plus creusé le déficit public à coups de baisses d'impôts et de dépenses fiscales est aussi celui qui aura, crise oblige, su imposer la nécessité du désendettement et du retour à l'équilibre des comptes publics.

M. Fillon a donné, avec ces quelques chiffres, une idée de l'ampleur de l'effort qui est demandé aux ménages et aux entreprises. Mais la rigueur qu'il assume, à défaut d'en apprécier le terme, n'est pas que quantitative. Elle se lit aussi dans le type d'impôts que le gouvernement a décidé cette fois-ci d'augmenter – l'impôt sur le revenu (dont le barème est gelé pendant deux ans) et la TVA à taux réduit – et dans les dépenses dans lesquelles il taille.

A cet égard, le plan du 7 novembre marque bien un tournant. En limitant de manière draconienne (+2,5% jusqu'en 2016) la progression des dépenses d'assurance maladie, en augmentant le reste à charge des assurés, et surtout en désindexant partiellement les prestations familiales et les aides au logement, la droite s'attaque au coût du modèle social français. C'est un signal adressé aux marchés, aux agences de notation et aux citoyens, assurés et contribuables. Si Nicolas Sarkozy est réélu, la question de la TVA (sociale ou pas), d'une hausse éventuelle de la contribution sociale généralisée (CSG) et de coupes dans les dépenses sociales sera à l'agenda de l'après-présidentielle. ■

guelaud@lemonde.fr



Ecologie | Chronique

PAR HERVÉ KEMPF

Ô, dettes inutiles

Quelle excellente idée d'augmenter les charges de l'Etat ! Oui, il faut saluer le gouvernement et le Parti socialiste ; impavides, ils décident de projets démesurés, de dépenses inutiles, de dettes à payer dans une ou deux décennies.

L'envie irrépressible du chroniqueur de louer nos grands hommes découle de sa manie d'observer « indignés » et rebelles de tout poil. Car voyez : les opposants au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes traversent l'ouest de la France : se déplaçant à vélo, en tracteur et en autocar, ils arriveront à Paris vendredi 11 novembre. Mais ils ne se contentent pas de cet effort qui procurera de belles images aux journaux télévisuels. Ils s'appuient sur des enquêtes rigoureuses. Le Collectif d'élus doutant de la pertinence de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes a commandé une étude économique de ce projet à un cabinet néerlandais spécialisé. D'où il ressort que les promoteurs de l'aéroport ont systématiquement embelli le tableau afin de présenter un bilan prospectif favorable. Par exemple, ils n'ont pas étudié l'effet d'une augmentation du prix du pétrole sur le nombre de passagers ni la nécessité pour les compagnies aériennes de se plier au marché européen des émissions à partir de 2012. Bref, « le coût de la collectivité pourrait se chiffrer à 600 millions d'euros », alors que le dossier des promoteurs montrait un bénéfice global. L'étude a-t-elle

raison ? En tout cas, elle justifie que l'on discute du dossier économique de ce projet, qu'il serait irresponsable de lancer s'il s'annonçait déficitaire.

Mais ces obstinés font mieux encore. Ils ne défendent pas leur petit bout de bocage, ils pensent à la planète. Ils ne sont pas isolés, ils sont collectifs. Avec d'autres organisations à travers l'Europe, ils ont constitué le Forum contre les grands travaux inutiles. Révoltés par les lignes TGV déchirant le paysage, les installations sportives démesurées, les surfaces commerciales dévorant des terres agri-

Devant la menace de récession, la tentation va être grande de faire couler le béton

coles, l'exploitation de gaz de schiste, ceux qui proposent des alternatives se retrouveront à Paris pour stigmatiser le gâchis environnemental mais aussi économique de ces « infrastructures ». Il y a urgence. Devant la menace de récession, la tentation va être grande de faire couler le béton. Mieux vaudrait étudier froidement l'économie de ces « projets ». Et examiner si l'entretien et la restauration de l'existant ne seraient pas moins dispendieux, et plus créateurs d'emplois. ■

kempf@lemonde.fr

Lectures

Bestiaire politique

Pointe sèche, eau-forte ou sanguine, la technique employée par Philippe Meyer pour croquer nos grands animaux politiques peut varier. Mais le résultat est toujours réjouissant, sinon pour ses modèles, du moins pour ses lecteurs. Qu'il s'agisse d'esquisses rapides ou de portraits plus fouillés, on retrouve un œil, un coup de crayon, une patte qui font le charme acide de ce bestiaire.

Comme à son habitude, le chroniqueur et producteur de France Culture chasse le gros. Excepté François Bayrou au nom de qui il mena campagne aux municipales de 2008 à Paris, les principaux candidats à la prochaine présidentielle sont épinglés (Nicolas Sarkozy, François Hollande, Mari-

Sanguines : croquis politiques
Philippe Meyer
Robert Laffont, 244 p., 19 €

ne Le Pen, Eva Joly ou Jean-Luc Mélenchon), mais aussi les impétrants aux récentes primaires rose et verte (Martine Aubry, Arnaud Montebourg ou Nicolas Hulot), ou encore les deux protagonistes en chef des futures guerres de droite, François Fillon et Jean-François Copé.

Seul François Hollande en réchappe. « Certains ont des alliés, d'autres des vasaux, d'autres encore des clients. François Hollande a des amis » et ces amitiés, souvent anciennes et volontiers inattendues, forment « une constellation » plutôt qu'un clan ou une troupe, note Meyer. Et il ajoute que, de cet ensemble, le député de Corrèze n'est ni le chef ni l'organisateur, mais le catalyseur et le centre. C'est bien vu, et la remarque souligne la singularité du candidat socialiste pour 2012 par rapport au mode de fonctionnement de la plupart de ses homologues. Au fond, la démarche

d'Hollande ressemble assez à celle de « son joueur de football préféré », Michel Platini. Il y a pire référence. Pour le reste, Philippe Meyer a la dent dure. Très dure. La première secrétaire du Parti socialiste ? « On mentirait en disant que Martine Aubry a pour habitude de dire la vérité, mais on ne dirait pas la vérité en disant que c'est une menteuse. Disons que c'est une menteuse », c'est-à-dire une personne – exemples à l'appui – ayant pour « seconde nature de modeler la vérité en fonction de ses besoins ».

Arnaud Montebourg, « ce camelot du moi » ? « On s'essouffle à énumérer les grandes causes dont il s'est proclamé le champion. On s'épuise à chercher celles qu'il a fait triompher ou aboutir. » Jean-François Copé est traité avec une aménité comparable, comme s'il était sorti du ventre de sa mère en criant, déjà : « Je veux être président de la République. » Cela n'enlève rien au « savoir-faire, à la résolution, la persévérance et le cynisme » de cet « affamé du sérial », mais « il n'y a rien, chez lui, qui ressemble à une vision politique ». Et que dire de François Fillon ? Taiseux, opiniâtre, retenu et taciturne, il a eu toutes les qualités pour traverser, tel un fakir, les épreuves que lui a imposées Nicolas Sarkozy pendant quatre ans. Cela fait-il un destin national ? Philippe Meyer en doute, et n'est pas le seul.

Reste, évidemment, le président « capricant et capricieux, irréfléchi et emporté, irascible et fébrile » qui nous gouverne. Cela lui vaut un sévère discrédit dans l'opinion, désormais indifférente à ses succès éphémères. Mais il n'en a cure : d'une part, « l'hostilité est son carburant, sa drogue » ; d'autre part, parce que M. Sarkozy est trop à l'image de la société française pour qu'il ne faille « pas craindre Sarkozy en soi », mais « Sarkozy en nous ». Fermez le ban ! ■

GÉRARD COURTOIS

Philippe Meyer est producteur et animateur de « L'esprit public » à France Culture et de « La prochaine fois, je vous le chanterai » à France Inter

RTL2 SUR LA ROUTE
LYON

SNOW PATROL LIVE
Mercredi 9 novembre
en direct du Marché Gare

POP-ROCK STATION BY ZÉGUT
22H-MINUIT

Mickaël MIRO LIVE
6H-9H
Jeudi 10 novembre
en direct du restaurant Rue le Bec

LE GRAND MORNING
avec Christophe Nicolas Agathe Lecaron

MERCREDI SOIR ET JEUDI MATIN
ÉCOUTEZ RTL2 EN DIRECT DE LYON
rtl2.fr
LE SON POP-ROCK

Rectificatifs & précisions

Mediapart Le résultat net du site d'information Mediapart en 2011 sera de 500 000 euros pour 5 millions d'euros de chiffre d'affaires, et non 100 000 euros comme

indiqué par erreur dans notre article (*Le Monde* du 1^{er} novembre).

Musique Le budget du premier Pitchfork Music Festival-Paris est

de 500 000 euros, dont la moitié pour l'artistique et non de 250 000 euros, comme nous l'avait indiqué l'un des organisateurs du festival (*Le Monde* du 28 octobre).

L'éclatement de l'Europe est un risque réel Menaces de la technocratie et du populisme

Mark Leonard

Directeur exécutif du European Council on Foreign Relations (Conseil européen des relations étrangères), un think tank consacré à la politique de l'Union européenne

Malgré tous les longs sommets et les querelles de détail, le sommet de Bruxelles a montré qu'il existe dans les grands traits un consensus croissant sur ce qu'il faut faire pour sauver l'euro : des règles budgétaires plus strictes, une recapitalisation des banques, une intégration fiscale profonde. Cela plutôt que de persister dans un progrès dérisoire et décousu qui a tant fait pour effrayer les marchés et si peu pour résoudre les crises du secteur bancaire européen et des dettes souveraines. Mais la classe politique se trouve face à un paradoxe : d'accord sur la nécessité de davantage d'Europe, elle ne voit pas comment amener ses électeurs à la suivre. Davantage d'Europe : bienvenue devant une nécessité impossible.

Deux tendances contradictoires mais qui se renforcent l'une l'autre ont défini l'intégration européenne : la technocratie et le populisme. L'objectif des technocrates était de construire l'Europe progressivement, en appliquant la « méthode Monnet ». Mais au moment où l'Union européenne (UE) gagnait en maturité comme projet politique, c'est son succès même en tant que phénomène bureaucratique qui a alimenté une réaction populiste. Cette dernière a commencé au Royaume-Uni avec Margaret Thatcher, mais est devenue aujourd'hui une force paneuropéenne qui comprend des figures et des groupes de gauche et de droite, tels Geert Wilders aux Pays-Bas, les Vrais Finlandais, et Marine Le Pen. Leur grief commun est que l'UE serait une conspiration des élites destinée à construire « l'Europe contre le peuple ». Au lieu de cela, leur projet est de mobiliser « le peuple contre l'Europe ». A leurs yeux, l'UE veille au bien-être du grand négoce et des banques, mais pas à celui des gens ordinaires ; elle lève le contrôle des frontières ; et promeut la mondialisation plutôt qu'elle ne protège ses citoyens des conséquences de celle-ci.

On considère le populisme et la technocratie comme des contraires, mais ils se renforcent mutuellement, comme l'illustre la saga du traité de Lisbonne. Plus les dirigeants de l'UE tentent de retirer l'intégration européenne du domaine de la politique nationale, plus sa légitimité se trouve fragilisée, ce qui fait que les décideurs politiques ont plus encore la volonté d'esquiver l'opinion publique, ce qui à son tour crée un espace permettant l'émergence de partis populistes.

Trois voies se présentent aux technocrates pour résoudre la crise institutionnelle qui se cache derrière la crise de l'euro.

La première consiste à continuer ainsi tant bien que mal, c'est-à-dire à maintenir le système actuel de changement progressif sans changement par traités en créant de nouveaux dispositifs intergouvernementaux tels que le Fonds européen de stabilité financière (FESF), à poursuivre la marginalisation de la Commission européenne, et à encourager la Banque centrale européenne à acheter des obligations. Ce modèle met les pays en déficit sous une pression plus forte que les créanciers, par le biais d'accords qui pénètrent dans les coins et recoins de leur vie quotidienne.

La deuxième option serait de modifier les traités européens en vue de créer une « Union de stabilité ». L'idée de l'Allemagne est de lancer une nouvelle Convention constitutionnelle afin d'inscrire les chan-

gements opérés jusqu'ici dans les traités européens – ce qui les rendrait compatibles avec les exigences de la Cour suprême allemande. On pourrait ainsi assister à l'établissement d'un ministère des finances de facto et à la création d'une base parlementaire et juridique pour le règlement budgétaire – ce qui permettrait à la Commission européenne de traîner un Etat en justice s'il ne respecte pas les normes budgétaires.

La troisième option pour les dix-sept membres de la zone euro serait de s'affranchir des traités et de signer entre eux un accord d'union fiscale contraignant. L'ex-ministre des affaires étrangères allemand Joschka Fischer a plaidé pour une Europe à deux vitesses qui partagerait l'UE entre une avant-garde (le groupe de l'euro) et une arrière-garde (le reste des Etats membres de l'UE). L'ironie de cet aménagement est qu'il donnerait lieu à une sorte de « fédéralisme sans fédéralistes », parce que la plupart des institutions proeuropéennes, telles que la Commission européenne, le Parlement européen, la Cour européenne de justice et de nombreux Etats membres proeuropéens telle la Pologne, resteraient en dehors du nouveau noyau de l'euro.

Chacune de ces façons de procéder présente ses avantages et ses inconvénients, mais il est une chose qu'elles ont en commun : aucune de ces voies n'est susceptible de combler le fossé qui sépare l'Europe de ses citoyens. Depuis les votes négatifs de la France et des Pays-Bas en 2005, les partisans de l'Europe se sont retrouvés à défendre un statu quo insatisfaisant et intenable : une devise

A leurs yeux, l'UE veille au bien-être du grand négoce et des banques, mais pas à celui des gens ordinaires

sans Trésor pour la garantir, des frontières communes sans politique migratoire commune, et une politique extérieure européenne technocratique coupée des sources de pouvoir nationales. La seule manière de redevenir crédible sera de s'attaquer de front aux problèmes dont parlent les populistes, c'est-à-dire de montrer comment l'on peut s'y prendre pour que le marché unique fonctionne pour les citoyens ordinaires autant que pour les banquiers, en se concentrant sur la croissance et la protection sociale ; de se charger du problème de la peur de l'immigration et de s'assurer que les coûts attachés à l'arrivée de réfugiés soient équitablement répartis ; de s'attaquer au vide, mis à nu par la Libye, des politiques communes de l'Europe en matière d'affaires étrangères et de défense.

L'éclatement de l'Europe est une menace réelle. Pourtant, comme l'a fait remarquer avec perspicacité le spécialiste en science politique polonais Jan Zielonka, « nous disposons d'un grand nombre d'ouvrages sur l'intégration européenne, mais d'aucun ou presque sur la désintégration ». En réalité, chacune des trois voies dont j'ai esquissé les traits pourrait mener à la ruine. Dans le premier scénario, les dirigeants de la zone euro pourraient se montrer incapables de surmonter la crise, ce qui conduirait à un effondrement dramatique de l'euro. Le deuxième danger est que la recherche d'un accord autour d'un changement audacieux des traités européens s'achève par un échec – qui déclencherait la désintégration de l'UE. La troisième éventualité est la plus dangereuse – le spectre déguisé de la désintégration. Il serait tout à fait possible que les dirigeants de la zone euro parviennent à se rassembler et à sauver l'euro au moyen d'une intégration approfondie, mais détruisent en cours de route l'UE en bâtissant un noyau dur si intégré qu'il anéantirait le marché unique, laisserait les dix pays non compris dans la zone euro à la traîne, et empêcherait l'Europe d'user de sa puissance collective sur la scène mondiale. ■

Traduit de l'anglais par Denis Bertet

« TVA sociale » : le Medef fait fausse route

Alain Madelin

Ancien ministre, président de Latour Capital

C'est la proposition phare du patronat pour l'élection présidentielle : transférer 30 à 80 milliards d'euros de cotisations patronales vers les ménages au travers de la TVA et de la contribution sociale généralisée (CSG). Soit l'équivalent de 12 points de TVA ou de 6 points de TVA plus 5 points de CSG. Rien de moins ! Ce qui revient à proposer de baisser le pouvoir d'achat des Français pour subventionner les entreprises et doper leur rentabilité.

Avec cette dernière version patronale de la fumeuse « TVA sociale », le Groupe des fédérations industrielles du Medef propose d'abord la « suppression immédiate » des cotisations familiales pour les transférer sur la TVA et la CSG. Puis ensuite le transfert sur la CSG de « tout ou partie » des cotisations sociales d'assurance-maladie salariales et patronales.

Pour justifier sa démarche, le patronat s'appuie sur le constat que les charges sociales patronales sont plus élevées en France que chez nos voisins, notamment l'Allemagne. En fait, l'argument ne vaut pas tripette car ce qui compte pour l'entreprise, ce n'est pas le niveau des charges mais le coût total du travail, charges comprises. Or, dans l'industrie, ce coût du travail est identique entre la France et l'Allemagne. La part importante des charges sociales dans notre coût du travail est le résultat d'un choix collectif en faveur de la dépense publique. Un véritable « allègement » des charges sociales suppose une réduction de la dépense sociale. Sinon, il ne s'agit que d'un transfert.

Avec un tel transfert de cotisations sociales sur la TVA, nous dit le patronat, nous ferions « contribuer les produits importés au financement d'une partie de la protection sociale ». C'est là l'argument choc des défenseurs de la « TVA sociale ». Rien n'est plus faux : ce ne sont pas les produits qui paient la TVA mais les consommateurs de ces produits. TVA « sociale » ou pas, la même facture sociale sera toujours payée par le même nombre de Français.

Mais, ajoute encore le patronat, un tel transfert renchérissant le coût des produits importés et allégeant le coût des exportations (ce qui l'apparente à une dévaluation) dopera notre compétitivité et permettra de lutter contre les délocalisations. Un bref calcul montre que c'est là encore une illusion. Imaginons une hausse de quatre points de TVA pour compenser la suppression des cotisations familiales. En simplifiant à l'extrême, cela représente pour les entreprises privées une diminution de 4% du coût du travail total (750 milliards d'euros). C'est dire que pour un produit industriel incorporant un coût total de main-d'œuvre de 20%, ce transfert représente une baisse effective du prix de

revient de moins de 1%. Il faut beaucoup d'imagination pour penser, lorsque l'on est en concurrence avec des pays où le coût du travail est de 3 ou 5 fois moins élevé, qu'une variation aussi faible puisse avoir un impact sur les délocalisations ! Au surplus, une telle manipulation fiscale est dérisoire par rapport aux variations des changes : plus ou moins 8% pour la parité euro/dollar depuis début septembre.

Faire ainsi de la diminution du coût du travail la clé de la reconquête de notre compétitivité est une erreur. C'est donner le sentiment que, avec la mondialisation, l'avenir est au salarié low cost, épuisable et jetable. Que l'entreprise idéale, c'est des patrons avec des salaires américains et des employés avec des salaires tchèques. Le vrai secret de la compétitivité est ailleurs : dans la qualité, la créativité, la qualification, l'innovation, l'investissement. Sait-on qu'il y a trois fois plus de robots dans les usines allemandes que chez nous (240 pour 10 000 employés, 85 en France) ?

Pourtant, vouloir distinguer dans nos dépenses de protection sociale celles qui relèvent de la solidarité nationale – et donc de l'impôt – de celles qui relèvent de l'assurance et de la prévoyance – et donc de la cotisation – est en soi une bonne idée. Elle peut permettre de clarifier, de refonder et de mieux gérer notre protection sociale. A

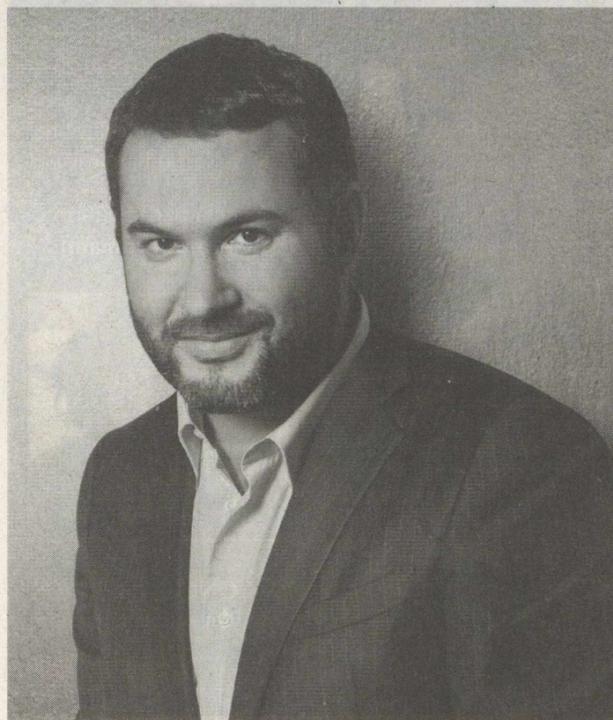
C'est donner le sentiment que, avec la mondialisation, l'avenir est au salarié low cost, épuisable et jetable

l'évidence, la politique familiale relève de la solidarité nationale (on ne s'assure pas contre le risque d'avoir des enfants !). En revanche, la maladie, le chômage et la vieillesse sont des assurances qui se doivent d'être financées par des cotisations. Même s'il existe des contraintes et des charges que l'Etat impose à ces régimes qui justifient un financement partiel par l'impôt. En fait, la CSG finance d'ores et déjà, ou peu s'en faut, et la solidarité familiale et la part de solidarité liée à l'assurance-maladie.

En affirmant que le « caractère universel de l'assurance-maladie » justifierait qu'on fiscalise avec la CSG les cotisations qui lui sont destinées, le patronat remet en cause le modèle social contributif de notre assurance-maladie. Le patronat devrait réfléchir avant d'en encourager ainsi l'étatisation. Au rendez-vous de la présidentielle et dans un pays où les fins de mois sont de plus en plus difficiles pour un nombre grandissant de Français, on était en droit d'attendre plus de réflexion et de sérieux de la part de responsables patronaux.

Même si certaines voix s'élèvent au sein du patronat pour proposer des ristournes, une partie de ce transfert massif sous forme d'augmentation de salaires (dans des proportions proches de la recette du pâté de cheval et d'alouette), tous ces projets ont un dénominateur commun : réduire le pouvoir d'achat des Français. ■

Mark Leonard est l'auteur, chez Plon, de « Que pense la Chine ? » (2008) et de « Pourquoi l'Europe dominera le 21^e siècle » (2006)



QUI PORTE CHAQUE MATIN
UN REGARD AIGUISÉ SUR L'INFO
SANS JAMAIS ÊTRE RASOIR ?

Bruce TOUSSAINT
7H - 9H30
EUROPE 1 MATIN

Europe 1

BIEN ENTENDU